

DANS L'EXIL, L'UN EST L'AUTRE

Par Marc Sinnaeve

Membre du Conseil d'administration de PAC

Depuis l'été, la « marée des migrants » monte, dans la perception commune, à la vitesse d'un cheval au galop. On parle de « choc » ou de « crise » migratoire. Et si plutôt que notre capacité d'accueil ramenée à un ratio des bénéfiques sur les coûts, c'était notre humanité commune qui était mise à l'épreuve ? Et s'il fallait s'interroger davantage sur la part d'étranger qui entre en nous, plutôt que sur la part des étrangers à « accepter » et à faire entrer « chez » nous ?

S'inspirant d'un poète de Sarajevo, l'écrivain Erri De Luca le résume dans un très beau texte¹ : les exilés d'outre-Méditerranée, qui cherchent à se sauver de leurs pays qui brûlent, voient l'Europe comme le marteau rouge qui, dans les transports publics, sert à briser la vitre en cas d'incendie ; tandis que l'Europe, elle, aspire à être la vitre incassable de l'autobus en flammes... sur lequel elle a jeté elle-même des bombes incendiaires, ou, c'est selon, qu'elle a laissé partir en fumée.

L'allégorie du marteau, de la vitre et de l'autobus en flammes est symptomatique de la complexité des questions et des facteurs qui tissent la tragédie des exodes syriens, libyens, irakiens, afghans, érythréens dans un monde globalisé : un « tout » dont les parties sont interdépendantes. Le problème auquel nous avons à faire face à ce stade, indique le penseur de la complexité Edgar Morin, est que les liens – ceux entre le tout et les parties, mais aussi entre les parties elles-mêmes – sont encore largement impensés². En cause, selon lui : une approche qui dissocie, plus qu'elle ne met en rapport, les déséquilibres d'une économie mondiale trop peu régulée, la myopie d'une géopolitique des intérêts particuliers, la tyrannie de régimes autoritaires postcoloniaux aux traits mafieux, tribaux ou claniques, les bouleversements internes des sociétés, des cultures et des appartenances, là et ici, exposées aux vents de la mondialisation marchande et consumériste, le déchaînement, en retour, des fanatismes identitaires et religieux.

¹ « Si l'Europe refuse l'asile aux migrants, elle les noie », *Le Monde*, 10 septembre 2015

² Dernier ouvrage : *L'aventure de La Méthode*, Seuil, 2015

De ce côté-ci de la vitre, l'Europe, pourtant née, après la Seconde Guerre mondiale, pour empêcher de nouvelles guerres, contre les fascismes et les racismes, n'est aujourd'hui qu'une « *expression économique* », assène Erri De Luca. Face aux guerres de la Méditerranée, elle ne décide rien : « *Elle attend que le pire gagne pour conclure de nouvelles affaires. Le déplacement de masses humaines en exode forcé est l'effet collatéral de cet opportunisme inerte.* »

EXIL FORCÉ ET FORCE DE L'EXIL

À cet instant, il importe de rappeler, comme le fait un autre auteur, Laurent Gaudé, qui a publié le magnifique poème « Regardez-les » dans l'hebdomadaire français *Le Un*, que les mots, avec leur culture, leur histoire et leur imaginaire, ont un réel pouvoir. S'ils ne sont pas une issue, ils peuvent en indiquer la voie...

Ainsi, le mot *exil*. Au départ, c'était une peine juridique consistant en un bannissement ou un éloignement de ceux qui étaient considérés, d'une manière ou d'une autre, comme des éléments de désordre... ou de résistance illégitime à l'ordre établi. Le mot s'est appliqué, au fil du temps, à quiconque est contraint de vivre hors de sa patrie, hors de là où il appartient, hors de soi, donc, non plus par une décision juridique, mais par la force des choses.

Ce non-choix de l'exil est ce que vivent les réfugiés d'aujourd'hui : « *Ces populations déracinées de force*, argumente le sociologue des migrations Smaïn Laacher³, *furent des sociétés tellement déstructurées qu'elles y étaient étrangères chez elles avant de le devenir chez nous.* »

Comme en miroir, les sociétés européennes sont confrontées à la réalité *forcée*, elles aussi, de la venue sur leur sol de ces exilés. Celle-ci, pour elles, n'est pas non plus un choix, encore moins une chance ou une malchance. C'est une réalité, à la fois déjà ancienne, présente et en devenir. Et appelée à s'inscrire dans une durée indéterminée. Espérer mettre un terme – ou un goulot d'étranglement – à ces exodes collectifs, pour ainsi dire structurels, est une illusion. En ce sens, les exilés et l'exil ne sont pas des « fugitifs » : un phénomène qui passe, disparaît et s'éloigne rapidement. Il appelle au contraire l'établissement d'un nouveau contrat social, à durée indéterminée, lui aussi.

RETROUVER LE SENS ET LA FORCE DU « NOUS »

Anticipons par un nouveau retour au sens des mots. Pour tenter de comprendre ce qui, dans notre époque connectée sur l'immédiat et l'immédiatement utile, fonde « l'étrangeté » des exilés en corps étranger plus souvent qu'en « étranger intime », selon la belle formule du

³ « Pourquoi ils viennent frapper aux portes de l'Europe ? », *Le Monde*, 8 septembre 2015.

philosophe Daniel Bensaïd. *Exil*, en ancien français, a eu aussi les sens de « détresse, malheur, tourment », ainsi que de « ruine, destruction »... Il est remarquable de constater, ici aussi, enfouie au plus profond de la langue, la même logique d'interdépendance, fût-elle conflictuelle : la « détresse » en marche des uns vient s'entrechoquer avec les « tourments » des autres ; la « ruine » des vies d'origine des premiers passe pour un facteur potentiel de « destruction » des sociétés des seconds.

Il y a de la conflictualité, donc. Et c'est une bonne nouvelle ! Car cela permet de ranger la notion d'étranger, non dans la catégorie belliciste et excluante d'ennemi ou d'adversaire, mais dans celle, incluyente, du politique et du juridique, qui sont les instances d'arbitrage des tensions de la société, de ses conflits ou de la conflictualité. Pour le dire autrement, être en conflit – l'histoire politique et sociale de l'Europe démocratique nous l'enseigne –, c'est le premier pas d'une relation ou le signe de l'intégration en marche.

Se préoccuper de la conflictualité, plutôt que réoccuper les postes-frontières, c'est tout le propos du tissage difficile à opérer des droits (d'asile) et des devoirs (d'accueil), des pouvoirs législatifs et des possibles existentiels. C'est, ce doit être, le propos du politique.

Se donner cette responsabilité revient à se demander comment se forme et se reforme un collectif, à quelles conditions le ciment « prend », mais aussi pourquoi il y a des communautés, pourquoi il y a de la nation. Bref, il s'agit de réfléchir à comment relier ce qui est séparé, comment « *retrouver, au royaume morcelé du moi-je, le sens et la force du nous* ». Non en tant que chimère de fusion ou d'harmonie, mais comme antidote à l'écroulement du politique, d'une parole politique et d'un pouvoir politique qui est l'instance d'arbitrage historique et légitime, en démocratie, entre tous les intérêts en présence.

LES CONTRAINTES ET LES CONTRÔLES

Rétablir le politique dans son autorité, dans cette autorité-là, exige, pour commencer, de subvertir le stade ordolibéral des contraintes et des contrôles qui tiennent lieu de politique à l'Europe. C'est pourquoi il importe de démasquer l'hypocrisie de ceux qui, fédérations d'employeurs ou directeurs de communication du néolibéralisme, instrumentalisent l'accueil des réfugiés pour en faire une enseigne morale du supermarché immoral et immuable qu'ils défendent. « *Humanité couvrant les cruautés de l'argent-maître* », résume Debray dans son ouvrage *Le moment fraternité*.

On le sait, en matière d'accueil comme dans d'autres domaines, la logique comptable et ses faux-nez de rationalité ne suffiront jamais à faire autorité, ni société d'ailleurs. Au contraire : ils fracturent le corps social, ils dissolvent le sens de l'humanité dans le *trading* pour compte propre. L'empire techno-économique a pour corollaire la démonétisation politico-culturelle et le triomphe du fanatisme : « *La fin de*

la politique comme religion entraîne le retour des religions comme politique, expliquait le même Régis Debray en début d'année, au lendemain des attentats de Paris. Le tout-économie, dont le tout-à-l'égo est un effet parmi d'autres, accélère ce mouvement de balancier jusqu'à la folie. Il y a une sorte de cercle vicieux entre le désert des valeurs et la sortie des couteaux. Entre la dévaluation de l'État et le retour au tribal, le repli sur les périmètres de sécurité primaires. »⁴

De même, la « modernisation » du politique – sous la double influence du culte de la communication et des calculs de la gouvernance économique – a-t-elle conduit au désencadrement des populations des marges par les partis et les piliers (communistes, là, socialistes ou démocrates-chrétiens, ici). Là où le militant syndicaliste et le prêtre-ouvrier parvenaient encore à imposer « *un peu de pudeur à la loi du fric et aux bourgeois déculturés* », il tend à ne plus rester que précarisations et régressions de la mise en concurrence de tous contre tous. Surtout, à vrai dire, des pauvres contre les pauvres.

C'est pourquoi il est temps, sans doute, d'en finir avec les politiques et avec les symboles de la force. Dans la société du risque contemporaine, comme dans la société industrielle de jadis, la vulnérabilité est autant ce qui dresse les uns contre les autres, que ce qui les réunit autour d'une condition et d'une ambition communes. Aussi peut-on envisager de penser une telle perspective en réhabilitant la primauté du faible – ou des faibles – sur le fort : comme l'a suggéré Hannah Arendt, c'est peut-être à partir de ceux qui n'ont nulle part où aller, victimes des guerres lointaines comme exilés intérieurs de la globalisation économique néolibérale, que la démocratie peut être reconstruite.

⁴ « Le désert des valeurs fait sortir les couteaux », *L'Obs*, 14 janvier 2015.